

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je me renseignerai à ce sujet.

M. Orlikow: Le ministre dirait-il quelles mesures le gouvernement prendra en ce qui concerne les médicaments qui ne répondent pas, semble-t-il, aux normes du gouvernement?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, je ne voudrais pas qu'on puisse conclure du fait que je ne donne pas de réponse immédiatement à la question du député, que la prémisse est conforme aux faits. Je vais m'enquérir et voir si, en fait, il y a eu un seul cas où une drogue n'a pas passé les tests en cause.

* * *

LES FINANCES

LA RÉDUCTION DE CERTAINS DROITS D'ENTRÉE—LA CONSULTATION DES MILIEUX AGRICOLES ET SYNDICAUX

[Traduction]

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Vu la vive inquiétude qu'éprouvent de nombreux producteurs de denrées alimentaires, ainsi que de l'industrie alimentaire en général, quant à leur avenir économique à la suite des nouvelles réductions de tarif et de la perte d'emplois qui en découlera, le ministre peut-il informer la Chambre si le gouvernement a consulté ces groupes avant de prendre cette mesure, et si c'est le cas, peut-il nous indiquer quels sont les groupes agricoles ou syndicaux qu'il a consultés?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, il est évident qu'on ne peut pas consulter directement les groupes avant d'introduire des mesures budgétaires, encore moins lorsqu'il s'agit de mesures tarifaires, mais une étude approfondie a été effectuée, avec la collaboration des divers ministères intéressés, pour veiller à ce qu'aucune des réductions tarifaires ne diminue outre mesure les possibilités d'emplois ni les revenus agricoles. Je suis d'ailleurs constamment en rapport avec mon collègue le ministre de l'Agriculture pour veiller à ce que cela ne se produise pas.

M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné que le ministre des Finances en répondant à une question vendredi, a affirmé que le ministre de l'Agriculture veillerait à ce que les cultivateurs ne souffrent pas des réductions tarifaires, s'est-il arrêté avec son collègue sur le fait que les boîtes de conserves importées au Canada et utilisées par les conserveries canadiennes pour les produits canadiens sont frappées d'un droit de 17 ½ p. 100, alors que les boîtes de conserves pleines importées de quelque autre pays entrent au Canada en franchise?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, nous avons étudié le problème dernièrement.

Questions orales

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES PENSIONS DE VIEILLESSE—LE CAS DES REQUÉRANTS RENTRÉS DE L'ÉTRANGER

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le ministre voudrait-il veiller à ce que son ministère fasse preuve de souplesse et de compassion lorsqu'il traite avec des citoyens âgés nés Canadiens qui rentrent au Canada en provenance de l'étranger et qui cherchent à bénéficier de la sécurité de la vieillesse, notamment à ce qu'on évite des incidents comme celui d'aviser un vieillard de 88 ans de revenir présenter sa demande 33 ½ ans plus tard?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, il me fera sûrement plaisir d'examiner les règlements en cause, plus particulièrement celui qui a trait au point soulevé par l'honorable député. Je dois cependant mentionner que ces règlements ont été élargis, il y a quelques années, et l'honorable député le sait. J'examinerai certainement la question.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LE CHOIX DU CANADA COMME HÔTE DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE 1974

[Traduction]

M. Ron Atkey (St. Paul's): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Étant donné que l'honorable député de Verdun, alors qu'il était ministre du Travail, s'est engagé au nom du Canada, à la Conférence internationale sur les relations de travail tenue en Israël en 1972, à ce que le gouvernement canadien soit l'hôte de la prochaine conférence internationale sur les relations de travail en 1974, le ministre peut-il dire à la Chambre où en est la planification de cette conférence?

• (1440)

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je crois que le gouvernement songe toujours à être l'hôte de cette conférence. Selon mes renseignements, les préparatifs vont bon train.

M. Atkey: Le ministre voudrait-il préciser à la Chambre les arrangements prévus pour cette conférence et quand ils seraient communiqués aux pays qui y participeront?

M. Munro (Hamilton-Est): Monsieur l'Orateur, je me renseignerai à ce sujet.

* * *

LES GRAINS

LE PRIX DU BLÉ SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre comptable de la Commission canadienne du blé. Le gouvernement songe-t-il présentement à modifier le prix du blé au pays, qui est de \$1.95 ½ le boisseau à l'heure actuelle, et à le laisser fluctuer au rythme du prix mondial?